

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 39 (2023)

Buchbesprechung: Comptes rendu

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

COMPTES RENDUS

**Anne-Françoise Praz,
Stéphanie Roulin (dir.),
Monsieur le rédacteur en chef...
Courriers en hommage
à Alain Clavien**
Lausanne, Antipodes, 2021,
190 pages

Cher Alain Clavien,
Estimé collègue,

C'est au réveil de la léthargie dans laquelle m'avait plongé le sort de Rascar-Capac après l'expédition Sanders-Hardtmuth, que j'ai pu prendre connaissance du livre d'hommage que nos collègues de l'Université de Fribourg ont souhaité éditer à l'occasion de votre départ en retraite. Je dois vous avouer la profonde confusion qu'a provoqué en moi cet ouvrage. Car en somme, rédacteur en chef, vous ne l'êtes pas, puisque vous avez abandonné la voie du journalisme pour vous consacrer à l'histoire des intellectuels et de la presse, et ceci, en dépit de vos contributions épisodiques à une publication tout à fait distinguée.

Cependant, que l'adresse de l'ouvrage vous associe à cette fonction n'est pas la plus troublante dimension de cet opuscule. Ce qui suscite le trouble est qu'il réunit deux genres habituellement bien séparés, *l'histoire* et *les histoires*, soit le récit fictionnel. Jusqu'où est-il permis d'aller dans l'association de ces deux manières de raconter la société? Nos collègues ont choisi de franchir allègrement les limites imposées usuellement à votre discipline, ce qui les amène à faire parler les acteurs et les actrices d'une

manière que j'oserais qualifier de complètement débridée. Vous m'objecterez qu'étant moi-même un personnage fictif dont on ignore s'il est astrologue ou archéologue, je suis mal placé pour m'étonner du franchissement des frontières disciplinaires. Et force est de reconnaître que ce franchissement nous donne un peu de rigolade, ce qui n'est pas le moindre de ses mérites, mais je m'égare...

Nos collègues n'ont pas craint d'endosser des rôles d'ecclésiastiques ou de travestir leurs destinées. Ainsi Mère Marie-Joseph Praplan devient-elle une intrépide *whistleblower*, prête à désobéir à son confesseur, indignée par la maladresse de l'armée helvétique. Elle dénonce la conspiration qui mena à taire les véritables responsables de ces «accidents louches» dont la destruction du clocher de l'abbaye de Saint-Maurice en 1942 ne fut qu'une occurrence parmi d'autres. Cette attitude n'a d'égal que l'audace du Père capucin Célestin Fauchère subitement devenu le chantre de la promotion féminine dans le secteur journalistique. Devant les dangers pour la jeunesse valaisanne provoqués par le développement du tourisme – vecteur de modernité et de perversion des moeurs – il rappelle au rédacteur en chef du *Nouvelliste* que «Dieu s'est toujours servi des femmes» (p. 94) et l'incite à les enrôler dans une nécessaire croisade journalistique de préservation des jeunes générations.

À force de franchir les frontières disciplinaires et de travestir les vies de pieux personnages, surgit im-

manquablement – *horresco referens* – l'anachronisme ! Mais notre époque (laquelle ?) n'invite-t-elle pas à de tels glissements ? Discuter de l'existence de services publics ou même de l'idée que les collectivités publiques prennent en charge une quelconque activité ne paraît, en effet, pas plus farfelu aujourd'hui qu'autour de 1900. C'est ce que rappelle Jean-Élie David, que vous avez bien connu au cours de vos recherches. Son intervention n'est pas moins saugrenue que celle de feu Gonzague de Reynold revenu faire part le plus « largement possible de [s]on indignation » (p. 122) provoquée par l'action d'Extinction Rébellion sur la place Fédérale. Il reproche à l'organisation de prendre « le commandement d'une croisade [qu'il] a initiée il y a plus de cinquante ans » et l'enjoint à « [g]uerroyer certes, mais avec stratégie, ordre et conduite » (p. 120). Ah, de tels encouragements à la jeunesse, dispensés avec tant de dignité !

D'autres auteurs n'hésitent pas à dévoiler leurs plus secrets désirs, à l'instar du délirant général Wille suppliant le rédacteur du *Petit Jurassien* de l'aider à se rapprocher de son « *jurassischer Schatz* », la jeune Gilberte de Courgenay (p. 35). D'autres personnalités plus ou moins célèbres, voire totalement anonymes comme cette « Vaudoise moralement réarmée », complètent cet ensemble de 31 lettres dont il m'est impossible de rendre compte exhaustivement de la diversité, comme de l'ingéniosité des collègues à leur origine. Et parmi elles, me dit-on, se cache pourtant un original !

Au-delà du trouble où il m'a plongé, le volume offre de belles embardées dans l'histoire du XX^e siècle,

des réflexions intéressantes pour le présent, le tout enrobé d'un certain humour. Saluons le travail des éditrices (n'en déplaise à l'ordurier Louis-Ferdinand Céline des pages 11 à 13) qui ont porté cette belle initiative. Même s'il faut tout de même avouer qu'en vous rendant hommage, nos collègues cherchent aussi à subvertir leurs propres frustrations. Et si « [q]uand les sources se dérobent, il n'est pas permis d'inventer pour remplir les blancs » (quatrième de couverture), la transgression est pour une fois autorisée puisqu'elle sert à saluer la carrière d'un estimé collègue !

PAUL CANTONNEAU
professeur confusionné

**Éric Burnand et Fanny Vaucher,
Le siècle d'Emma. Une famille
suisse dans les turbulences
du XX^e siècle**

Lausanne, Antipodes, 2020,
207 pages

**Éric Burnand et Fanny Vaucher,
Le siècle de Jeanne. Une famille
suisse dans les remous
du 19^e siècle**

Lausanne, Antipodes, 2022,
241 pages

**Pierdomenico Bortone
et Cecilia Bozzoli,
Celeste, l'enfant du placard**
Lausanne, Antipodes, 2022,
53 pages

En Suisse, les questions sociales peinent à trouver la place qui leur revient dans les livres d'histoire destinés à un public non spécialisé. Et quand elles sont trop brièvement évoquées, c'est généralement au service

d'un récit dominant et convenu qui met en évidence la concordance et la prospérité sans jamais les interroger, ni pointer les dynamiques inégalitaires qui les caractérisent. Ces silences portent aussi bien sur des questions ou des faits sociaux qui ont été déjà largement étudiés par des travaux de recherche critiques que sur d'autres dont l'étude est plus récente, comme par exemple la question sensible des placements d'enfants ou l'histoire de l'immigration, du travail saisonnier et des enfants cachés.

Heureusement pour cette histoire sociale, ses modes d'expression trouvent aujourd'hui de nouveaux supports qui ouvrent de belles perspectives, au premier rang desquelles la bande dessinée et les récits graphiques. Trois ouvrages récents parus en Suisse romande, aux éditions Antipodes, en constituent de réjouissants exemples dont la lecture est très agréable.

Les deux premiers se présentent chacun sous la forme d'un récit familial par épisodes, couvrant pour l'un et l'autre des événements de l'histoire suisse à l'échelle d'un siècle. Ces récits d'Éric Burnand, avec le beau travail d'illustration de Fanny Vaucher, ont une grande pertinence par ce qu'ils mettent en évidence. Ils déroulent des faits sociaux qui ne sont pas au cœur des priorités narratives et des clichés habituels de l'histoire suisse traditionnelle. Ils peuvent se lire soit comme un tout, soit chapitre par chapitre. Plutôt qu'une bande dessinée proprement dite, ils correspondent davantage à un récit, ou un roman, graphique, notamment parce qu'ils sont accompagnés de portraits et de tableaux synthétiques de certaines situations du passé en Suisse.

La construction du fil global de ces récits séculaires, qui passe par l'histoire d'une famille suisse, présente une certaine complexité, mais permet de faire évoluer des personnages à travers le temps et le changement des époques. Ainsi, ces deux livres donnent l'occasion d'accéder à des faits d'histoire et à des différences du passé qui enrichissent notre appréhension du présent.

Le siècle d'Emma, publié en premier lieu, c'est le XX^e siècle. *Le siècle de Jeanne*, le XIX^e siècle. Le lecteur y découvre pêle-mêle la révolte des Bourla-Papey contre les papiers des droits féodaux, l'année sans été de 1816, des Suisses pauvres qui émigrent au Brésil, les horlogers frondeurs de la «Fabrique» genevoise, la guerre civile et la naissance de l'État fédéral, la pauvreté et la souffrance dans les filatures industrielles et les premières réponses à la question sociale. Les quelques portraits proposés sont emblématiques de cette histoire sociale et de ses figures pionnières, à l'instar d'une Émilie Kempin-Spyri, «première docteure en droit, exclue du prétoire».

Pour le siècle suivant, il est question de la grève générale, mais aussi de l'itinéraire d'un Henri Guisan, briseur de grève avant de devenir le général de la Seconde Guerre mondiale, d'un nazi suisse très engagé, d'un soldat exécuté pour trahison, de la lutte pour les droits politiques des femmes, des mouvements de contestation des années 68, de la figure complexe d'un Willi Ritschard, ministre socialiste pris dans de multiples contradictions, mais aussi de féminisme, d'écologie et de modes de vie alternatifs. Et cette liste n'est pas exhaustive.

Dans ces récits, des personnages de fiction côtoient des personnages réels, mais les premiers sont toujours vraisemblables, contribuant ainsi à une vision d'ensemble d'un passé helvétique pas plus lisse que celui d'autres pays, et pas moins marqué non plus par des inégalités, des souffrances sociales et des luttes pour y remédier.

L'un des personnages du *Siecle d'Emma* est l'enfant d'une travailleuse saisonnière en Suisse. Il a connu la vie clandestine et le statut d'enfant caché. Cette thématique longtemps occultée est également celle de l'ouvrage *Celeste, l'enfant du placard*, un autre récit graphique désormais disponible dans sa version française.

Dans ce troisième ouvrage, auquel sont jointes quelques pages d'explication sur l'immigration italienne et le statut de saisonnier en Suisse, le personnage principal est à la fois une enfant cachée et une témoin d'aujourd'hui. Son histoire est emblématique de cette seconde moitié du XX^e siècle marquée en Suisse par le développement d'une prospérité dont une face cachée est restée largement occultée ; et dont celle et ceux qui l'ont rendue possible par leur travail et leurs sacrifices, malgré de déplorables conditions d'accueil et d'existence, méritent reconnaissance et visibilité.

Ces trois livres à mettre entre toutes les mains sont sans doute autant de supports intéressants pour aiguiser la curiosité de lecteurs et de lectrices appelées à étudier l'histoire sociale, en particulier de la Suisse. Mais ils se lisent aussi et surtout pour eux-mêmes, pour le plaisir de la découverte, au service d'un regard bienveillant sur des réalités, et

des protagonistes, du passé trop souvent négligés. À ce titre, ils ont assurément leur place dans toutes les bibliothèques.

CHARLES HEIMBERG

Michel Froidevaux,
Les avatars de l'anarchisme.
La révolution et la guerre civile
en Catalogne (1936-1939)
vues au travers
de la presse libertaire
 Lyon, Atelier de création libertaire,
 2022, 751 pages

Engagé pour l'édition et la diffusion d'ouvrages sur l'anarchisme, l'Atelier de création libertaire propose la publication posthume de la thèse de Michel Froidevaux consacrée au mouvement anarchiste durant la guerre d'Espagne. Depuis les années 1980, cet éditeur a apporté une contribution originale à l'historiographie francophone en publiant une dizaine d'ouvrages consacrés à l'anarchisme durant la guerre civile.

L'Atelier de création libertaire a pris l'option de publier le texte original, issu d'un manuscrit de presque 1000 pages, sans modifications, ni adaptations. Ce choix risqué permet d'appréhender la dimension pionnière de l'étude de Michel Froidevaux. Première thèse consacrée à la guerre d'Espagne menée en Suisse, elle s'appuie sur un vaste travail documentaire réalisé en Espagne durant la période charnière de la transition (1978-1980). À ce moment, les fonds d'archives de la guerre civile ne sont pas ouverts aux chercheurs et chercheuses indépendantes. En parallèle, le travail scientifique mené par les historien·ne·s sur la guerre d'Espagne

reste encore très limité. En France, on peut évoquer l'étude du sociologue Guy Hermet, *L'Espagne de Franco* (1974) ou l'ouvrage d'Emmanuel Témime et Pierre Broué, *La Révolution et la Guerre d'Espagne* (1961).

Dans un tel contexte, l'engagement de Froidevaux dans un projet aussi expérimental et sans terrain scientifique préalable, s'inscrit dans son parcours marqué par le pacifisme, l'anticonformisme et la passion de l'édition qui l'amène à fonder la galerie Humus à Lausanne et à constituer une collection de livres et périodiques érotiques remise, depuis peu, par la Fondation F.I.N.A.L.E. (Fondation Internationale des Arts et Littératures Érotiques) au Centre Maurice Chalumeau en sciences des sexualités à l'Université de Genève.

En 1978, pour son travail de thèse, l'auteur aurait pu utiliser les témoignages des acteurs et actrices de la guerre civile, à l'exemple de Ronald Faser, auteur en 1979 de l'ouvrage de référence, *Blood of Spain: An Oral History of the Spanish Civil War*. Froidevaux, collectionneur en devenir, prend l'option de construire une base documentaire développée à partir de l'inventaire et du dépouillement de plus de 150 journaux anarchistes conservés dans une vingtaine de bibliothèques et d'archives en Espagne et en Europe. Cette «montagne de papier» (p. 13) est principalement issue de Catalogne, elle comprend des titres méconnus, issus parfois de petites localités, à l'exemple d'Igualada ou de Ripoll. Présentée dans les annexes, cette collection constitue une ressource documentaire très intéressante.

L'auteur brosse en quelques pages le portrait de la presse anarchiste en

montrant le rôle de la direction et des collaborateurs et collaboratrices militant·e·s, les difficultés matérielles, la spécificité de sa distribution, mais aussi l'extraordinaire développement de cette presse après l'échec du soulèvement militaire en Catalogne. L'auteur s'appuie sur cette vaste documentation pour réfléchir à l'expérience révolutionnaire de l'anarchisme espagnol de 1936 à 1939. La guerre lui offre un terrain privilégié pour comprendre les échecs et les succès du mouvement révolutionnaire. Selon Froidevaux, en 1936, «pour la première (et seule) fois, le courant libertaire était en mesure d'influencer profondément et de manière décisive un processus global de changement social» (p. 9).

Pour mener son enquête, l'auteur explore les nombreuses thématiques qui ont mobilisé et divisé la presse anarchiste de 1936 à 1939. Le regard encyclopédique de Froidevaux aborde successivement la question de l'enthousiasme révolutionnaire, de la publicité, de la corrida, de l'éducation, de la vieillesse, de la pornographie, des événements de mai 1937, de la prison, de Durruti, etc.

La liste des thèmes est très ample. L'auteur procède par des descriptions courtes, illustrées par des longues citations tirées des journaux consultés et traduites en français. Ce travail minutieux de documentation prend parfois le pas sur l'analyse, ce qui s'explique partiellement par le peu d'instruments historiographiques existant lors de la rédaction de sa thèse. Ce choix méthodologique explique aussi l'éclatement de certains sujets (comme celui des femmes par exemple). Cependant, on peut aussi considérer cet ouvrage comme

une ressource intéressante dès lors qu'on prend le parti de le consulter à la manière d'un dictionnaire, car chaque thème se décline de manière autonome.

Les rapports de l'anarchisme avec le pouvoir sont au cœur de la démarche de Froidevaux qui aborde de front cette question à la fin de son texte en ouvrant la discussion sans offrir de réponses dogmatiques. En 1936, en Catalogne, pour la seule fois de son histoire, l'anarchisme était en position d'imposer son projet politique. L'auteur rappelle le contexte très difficile auquel font face les révolutionnaires catalan·e·s : la nécessité de collaborer avec les forces républicaines, l'impératif du combat contre le fascisme, la rapidité de l'enchaînement des événements : «La situation dépassait, débordait toute conception préalable» (p. 684).

Le bilan dressé par Michel Froidevaux est mitigé, voire désabusé. Face à la difficulté d'assumer des responsabilités gouvernementales, la «philosophie libertaire» axée sur la libération de l'individu pouvait-elle faire face au «poids du collectif»? Orienté par une conception anti-autoritaire et philosophique de l'anarchisme, l'auteur rappelle au final l'apport positif du mouvement anarchiste aux questions sociales, d'assistance, mais aussi son expérience autogestionnaire durant la guerre d'Espagne.

SÉBASTIEN FARRÉ

Andreas Fasel, *Fabrikgesellschaft: Rationalisierung, Sozialpolitik und Wohnungsbau in der Schweizer Maschinenindustrie 1937-1967*

Zurich, Chronos, 2021, 320 pages
(disponible en ligne sur le site de l'éditeur)

L'enquête d'Andreas Fasel porte sur les politiques sociales des entreprises zurichoises Brown Boveri & Cie, Oerlikon et Sulzer dans la période qui va de la signature de la convention de paix du travail en 1937 à la veille de Mai 68. Son hypothèse centrale est que ces politiques sociales, et en particulier la construction de quartiers ouvriers, constituent non pas une contrepartie à la rationalisation du travail, mais un élément même de cette rationalisation. Fasel écrit ainsi que «[les politiques sociales ont] plutôt été un moyen d'ordonner les relations sociales dans les entreprises et leur territoire, au moment où l'organisation du travail se transformait. Les relations interpersonnelles sont devenues une ressource pour intensifier davantage le travail taylorisé.» (p. 303)

L'enquête est structurée en trois chapitres. Le premier intitulé «Vie d'usine» (*Fabrikleben*) décrit la restructuration qui se déploie dans l'après-guerre. Fasel met en évidence l'introduction de la rémunération au rendement et de processus d'évaluation qui tendent à individualiser le rapport salarial et à intensifier le travail. Les entreprises tendent également à recruter leurs ouvrières et ouvriers à l'étranger et à recruter plus de femmes.

Ces évolutions constituent la toile de fond du phénomène que Fasel explore dans le deuxième chapitre

sous le titre «Liens croisés» (*Quer-verbindungen*), à savoir le développement d'une politique sociale de l'entreprise. Il analyse cette politique sociale comme une manière de «lier le personnel à l'entreprise, de l'intégrer à elle» (p. 10). Une proposition particulièrement intéressante est l'étude de ce que l'on pourrait désigner comme la gestion des sentiments (pp. 121-165). Fasel interprète un ensemble de dispositifs qui vont des journées portes ouvertes aux journaux d'entreprises en passant par les fêtes des jubilaires comme autant d'outils qui permettent d'assurer l'intégration morale des travailleuses et travailleurs à l'entreprise. Cette intégration par les sentiments conduit, selon Fasel, à une invisibilisation du rapport économique: «Un bon salaire n'est plus si important. Ce qui compte, ce sont des rapports interpersonnels agréables.» (p. 235)

Enfin, le dernier chapitre, «Habiter l'usine» (*Fabrikwohnen*), examine la production de logements d'entreprises à travers les cas de différentes cités ouvrières de Winterthur, Baden et Zurich. Ici encore, ces réalisations ont d'abord pour fonction de stabiliser un personnel que le patronat estime trop mouvant. Puis, ces quartiers permettent d'intégrer complètement les vies ouvrières dans l'espace et le temps de l'usine. La conclusion du chapitre montre que le rythme et l'ordre de l'usine s'insinuent jusque dans le foyer, notamment par le biais de cours de travail domestique dispensés par les entreprises.

L'ouvrage de Fasel éclaire, de façon convaincante, à l'aide de sources variées et pertinentes, une période encore peu étudiée, celle de l'après-guerre. Approfondissant les

critiques classiques de l'idéologie de la paix du travail*, Fasel ouvre la voie à la description des modalités concrètes de la pacification du mouvement ouvrier pendant les Trente Glorieuses. Pour autant, les travailleuses et travailleurs ne sont pas dépeint·e·s comme sans ressources: l'attention aux micro-luttes (pp. 297-299), selon l'expression de l'auteur, permet de rendre visibles les résistances et les marges de manœuvre. La porosité entre la vie privée et le travail n'a fait que s'accroître dans la période récente, sous l'effet notamment de la dérégulation des horaires de travail. Montrer que ce phénomène trouve déjà son origine dans l'ordre usinier des Trente Glorieuses est d'un grand intérêt: quelques pages de la conclusion auraient pu être consacrées à discuter cette tendance au-delà du cadre chronologique de l'enquête. Notons enfin que le plan très clair et la langue accessible de cet ouvrage, qui a remporté le Prix Unia pour les recherches scientifiques sur le thème du travail en 2022, devraient permettre sa diffusion au-delà des seuls cercles de spécialistes.

FRÉDÉRIC DESHUSSES

* Rita Schiavi, Ruedi Brassel, «Kämpfend in den Arbeitsfrieden», *Widerspruch. Beiträge zu sozialistischer Politik, Arbeitsfrieden – Realität eines Mythos: Gewerkschaftspolitik und Kampf um Arbeit – Geschichte, Krise, Perspektiven*, 1 (1987), pp. 57-69. Hans Baumann, Hans Schäppi, Jakob Tanner, «Nouveaux défis et vieilles recettes?: Les syndicats en quête d'une politique alternative», *Revue syndicale suisse*, 6 (1987), pp. 251-263.

Regula Bochsler, Institut für Kulturforschung Graubünden (éd.), Nylon und Napalm. Die Geschäfte der Emser Werke und ihres Gründers Werner Oswald
 Baden, Hier und Jetzt, 2022,
 592 pages

Vu de Berne ou de Genève, le village grison d’Ems se situe au fin fond de la Suisse. Mais ce n’est pas un trou perdu : avec l’ouverture de l’usine Hovag en 1941, il s’est trouvé au cœur des événements mondiaux. Le prédécesseur d’Ems-Chemie est emblématique d’un aspect de l’histoire économique et politique de la Suisse à l’époque du fascisme et de la guerre froide, avec ses liaisons internationales multiples et le silence qui a régné à leur sujet. Si l’entreprise, propriété de la famille Blocher, est aujourd’hui souvent citée, on savait peu de choses de ses origines et de ses activités. Le gros livre de l’historienne Regula Bochsler, fruit d’une recherche minutieuse, fait la lumière sur certains de ces aspects.

Jusqu’ici, Bochsler s’était surtout employée à écrire l’histoire de personnes rarement évoquées : employées de maison, prostituées, révolutionnaires comme Margarethe Hardegger (voir les comptes rendus de ces ouvrages dans nos *Cahiers* 20, 2004, et 23, 2007). Son nouveau livre témoigne à nouveau de la recherche de l’invisible en histoire, mais cette fois-ci il s’agit des réseaux et des coteries du pouvoir. Elle a travaillé quatre ans sur les sources disponibles ainsi que sur les travaux récents sur l’histoire suisse et mondiale pendant la Deuxième Guerre et l’après-guerre. Elle a malheureusement dû se limiter aux archives publiques : la direc-

tion d’Ems-Chemie lui a refusé l’accès aux archives de l’entreprise, sous l’argument fallacieux que la Commission Bergier les avait intégralement consultées et que de nouvelles recherches n’apporteraient rien de neuf.

Silences, camouflages, ruptures entre discours officiel et réalité vécue, voilà autant d’éléments de la culture d’entreprise d’Ems-Chemie, déjà bien avant l’entrée de Christoph Blocher dans la multinationale en 1973. À la lecture de l’ouvrage, l’ère Blocher apparaît bien plus comme la poursuite de celle des Oswald, la famille du fondateur à laquelle Blocher a racheté la firme en 1983. Cette culture est sans doute un des secrets du succès de l’entreprise ; celle-ci avait commencé, sur mandat de la Confédération et du canton pendant la Deuxième Guerre mondiale, par produire un carburant remplaçant l’essence, pour devenir par la suite une société aux activités transnationales et au chiffre d’affaires dépassant les deux milliards de francs.

Le fondateur Werner Oswald, un protestant lucernois, était en effet parvenu en 1941 à convaincre les autorités communales, cantonales et fédérales de créer une usine pour fabriquer un carburant à base d’éthanol et de déchets de bois. Il avait fait jouer son réseau de relations à un niveau élevé au sein de l’armée et du Département militaire fédéral. La situation géopolitique pendant la guerre avait révélé la dépendance de la Suisse pour son approvisionnement en combustible liquide. Oswald, profitant de cette donnée, misa sur la carte patriotique en promettant en échange des fonds publics l’autarcie énergétique, la garantie de

l’écoulement du bois local et des emplois pour la population. Mais ces promesses étaient chimériques. L’ouverture de l’usine tarda, sa construction réclamait de plus en plus de moyens. Il y eut des accidents mortels parmi les ouvriers. La quantité d’éthanol produite, qui était mélangé à l’essence importée, fut bien inférieure aux prévisions. L’autarcie, le principal argument avancé, n’était que de la poudre aux yeux : pour traiter les énormes quantités de bois, il fallait beaucoup de charbon et de pyrite, deux matières premières très recherchées pendant la guerre. Grâce à ses réseaux familiaux et commerciaux avec l’Allemagne nazie et l’Espagne de Franco, la Hovag réussit à faire venir les matières premières jusqu’aux Grisons ; mais ces pays réclamaient des contreparties. Oswald était tout prêt à les fournir, bien qu’il s’agisse d’opérations plus que discutables dans le cadre de la neutralité. L’auteure dresse toute une liste de complaisances de ce genre accordées aux franquistes et aux nazis.

Le directeur parvint à faire subsister son entreprise jusqu’après la guerre, essentiellement grâce aux garanties offertes par la Confédération et le canton des Grisons ainsi qu’aux réseaux dont il bénéficiait dans les pays fascistes. Ce sont ces années de l’après-guerre qui sont au cœur de l’ouvrage. Bochsler montre clairement l’adaptation de la firme soutenue par l’État aux nouvelles conditions politiques et économiques – sans état d’âme, dans la seule poursuite du succès commercial.

Werner Oswald a su bénéficier d’un financement public jusqu’en 1956, quand son nouveau produit parvint à percer. Baptisé Grilon – pour

Grisons et nylon –, des bas fabriqués à Ems débarquèrent dans les magasins de Suisse : « la fibre textile suisse entièrement synthétique », vantait la propagande de la Hovag. Elle soulignait là aussi les performances de l’entreprise et misait sur la carte patriotique, bien qu’il n’y ait pas grand-chose de suisse dans le Grilon : la mode des bas nylon venait des États-Unis, l’expertise de chimistes et d’ingénieurs d’Allemagne nazie, les matières premières d’outre-mer et de République démocratique allemande.

Pour la fabrication de combustibles liquides pour alimenter les fusées et d’Opalm, la variante locale du napalm, Oswald avait aussi pioché dans le réservoir d’anciens nazis. Il a su utiliser des chimistes allemands de pointe, qui avaient fui les procès pour complicité avec le régime intentés par les puissances victorieuses et mirent leurs compétences à disposition en échange de garanties : le réseau de la Hovag les aida à trouver asile en Amérique du Sud.

Certains passages du livre se lisent comme un roman d’espionnage, où tout n’est cependant pas révélé. Bochsler est bien consciente du fait que la fermeture des archives d’entreprise lui a interdit de compléter le puzzle. Mais les sources disponibles suffisent à donner une image claire d’une firme suisse qui se cache derrière la façade du patriotisme et de la neutralité pour traiter sans scrupule avec régimes fascistes et dictatures. Pendant la période de la guerre froide, on voit que la Suisse a joué un rôle aussi discret que central comme plaque tournante de la géopolitique en matière de finances, de personnel et de production. Avec la guerre en Europe, les discussions

sur la neutralité et l'importance des négociants de matières premières ayant leur siège en Suisse, ce livre est on ne peut plus actuel.

FLORIAN EITEL

*Traduit de l'allemand par
Marianne Enckell*

Michael Fischer,
***Atomfieber. Eine Geschichte
der Atomenergie in der Schweiz***
Baden, Hier und Jetzt, 2019,
400 pages

Il y a près de quatre ans est paru en allemand un ouvrage de synthèse sur le développement de l'énergie nucléaire en Suisse. Michael Fischer en examine les étapes successives et les principaux enjeux, depuis les projets de l'armée pour faire de la Suisse une puissance nucléaire à la décision de se passer de l'énergie atomique après la catastrophe de Fukushima et le démantèlement de la centrale de Mühleberg. Fischer montre à quel point la question de l'atome a marqué la Suisse de l'après-guerre et éclaire l'histoire technique, économique, militaire, sociale et politique du pays. Après une période initiale d'euphorie générale, partagée par la gauche et même les milieux de protection de l'environnement, survient une phase de scepticisme et de résistance grandissante, qui se manifeste notamment dans les mobilisations des nouveaux mouvements sociaux des années 1970. En 1975, à la suite de l'occupation du chantier de la centrale nucléaire de Kaiseraugst, un mouvement extra-parlementaire parvient pour la première fois à empêcher la réalisation d'un grand projet d'infrastructure voulu par les

plus hautes autorités du pays. Cette victoire restera un moment fondateur pour le mouvement écologiste suisse. Il faudra néanmoins encore attendre la catastrophe nucléaire de Tchernobyl pour que le mouvement s'impose définitivement.

Les chapitres consacrés à la résistance contre l'énergie nucléaire offrent des éclairages très intéressants sur l'histoire sociale du mouvement anti-nucléaire. Si de nombreuses publications avaient déjà été produites par le passé, elles émanaient généralement de protagonistes des événements qui mettaient l'accent sur les différents groupes d'acteurs et d'actrices, auxquels ils et elles appartenaient d'ailleurs souvent. L'intérêt de la synthèse de Fischer est de traiter la question avec une certaine distance chronologique et une objectivité factuelle. Elle fait apparaître à quel point le mouvement anti-nucléaire était hétérogène sur le plan politique et social. Fischer parvient à traiter l'histoire de l'énergie nucléaire dans une perspective transnationale, par exemple lorsqu'il examine la question de l'usage de la violence en politique dans le contexte de la radicalisation des luttes durant les années 1970 en Europe. Il s'attache également à la figure de l'anarchiste grison Marco Camenisch qui commet des attentats contre les infrastructures de l'entreprise électrique Nordostschweizer Kraftwerke (NOK, devenu AXPO) dans son canton. Camenisch met le mouvement anti-nucléaire suisse en relation avec la lutte violente contre le capitalisme et le colonialisme (dont il considère son canton rural victime de la part des entreprises électriques). Le livre fait ainsi écho à l'ouvrage de Carole Villiger, *Usages*

de la violence en politique (Antipodes, 2017). Camenisch n'a pas été le seul qui s'est tourné vers la violence comme moyen d'obtenir la sortie de l'atome après l'échec en votation populaire d'une première initiative anti-nucléaire en 1979. Il a cependant été le seul, avec son compagnon René Moser, à avoir été arrêté, puis sanctionné de manière exemplaire, puisqu'il est condamné à 10 ans de réclusion, pour des dégâts matériels. Il devient dès lors une figure de référence pour le mouvement autonome des jeunes et les anarchistes.

Le livre de Fischer est bien plus qu'une bonne synthèse de l'histoire de l'énergie nucléaire en Suisse, dont on peut lire des extraits ou utiliser la chronologie fournie en annexe comme instrument de référence. Il offre un parcours dans l'histoire suisse de l'après-guerre. On pourrait craindre qu'avec le retour en grâce de l'énergie nucléaire, à la suite de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et des débats sur l'approvisionnement énergétique qu'elle a engendrés, le livre soit déjà obsolète. Fischer montre toutefois que la résurgence de l'atome, après son quasi abandon, n'est pas un phénomène nouveau. Et cela ne change rien au fait que l'ère nucléaire touche à sa fin. Cette énergie est en effet trop chère, trop dangereuse, trop pesante pour l'environnement et inéquitable envers les générations à venir. Au final, il ne reste que les déchets nucléaires que la Suisse ne peut aujourd'hui plus simplement faire disparaître au fond des océans ou envoyer en Russie, comme elle le faisait par le passé.

FLORIAN EITEL

*Traduit de l'allemand par
Patrick Auderset*

Jean-Claude Rennwald, *Le bout du tunnel. Du suicide collectif au renouveau de la gauche française*
Paris, Éd. Vérone, 2022, 202 pages

Les socialistes d'abord ; mais encore les militant·e·s des différentes mouvances de la gauche et des syndicats ; enfin une part importante de la population : tous et toutes se désolent de voir dans quel bourbier s'enlise la gauche, française en particulier. Lorsque j'ai entendu que Jean-Claude Rennwald laissait entrevoir la fin du tunnel, je me suis précipité sur son livre, toutes affaires cessantes. N'est-il pas réconfortant de lire que des signes de « résurrection » existent ?

Rennwald nous livre une série d'analyses et de chiffres absolument remarquables ainsi que quinze tableaux comparatifs. Tout ce qui peut redonner un peu d'espérance transparaît de ces informations. Il n'y en a cependant pas encore assez pour que je perçoive vraiment la fin du tunnel.

Les critiques sont assez pointues. Elles s'accompagnent de propositions claires, énumérées de façon succincte. C'est considérable, on refait le tour de tout ce qui nous a enthousiasmé pendant ces dernières décennies, mais aussi tout ce qui nous a profondément déçus. Si l'auteur poursuit son analyse avec cohérence, il place beaucoup d'affirmations de très nombreux confrères politologues ou journalistes.

Pour l'essentiel, c'est l'histoire de la gauche française qui fait l'objet de ce travail. Mais nous allons aussi nous promener en Europe et dans le reste du monde. Et pour l'Europe, comme pour la France, de nombreuses propositions sont énumérées qui, à elles seules permettent d'espérer.

PIERRE AGUET

Nous signalons des ouvrages parus récemment, dans les présentations des éditeurs.

Marc Gigase, Yan Schubert (dir.), *Les saisonniers·ères en Suisse. Travail, migration, xénophobie et solidarité* (Dossier), traverse : Zeitschrift für Geschichte – revue d'histoire 29/3, 2022, 146 pages

Institué en 1931, le statut de saisonnier s'inscrit dans la politique migratoire suisse visant à offrir aux milieux économiques une flexibilité dans la gestion de la main-d'œuvre ainsi qu'à limiter la population étrangère dans le pays.

La problématique, replacée dans une perspective historique, permet d'interroger la notion de travail précaire, mais également d'aborder les flux migratoires ainsi que les réactions contrastées, entre la xénophobie des «années Schwarzenbach» et les élans de solidarité provoqués par la présence en Suisse des travailleurs et travailleuses d'origine italienne, espagnole, portugaise ou yougoslave. Réduit·e·s à une force de travail répondant aux besoins fluctuants de l'économie, les saisonniers et saisonnières subissaient de dures conditions de travail, des mesures administratives discriminantes et des conditions de vie inhumaines. Ils et elles étaient peu protégées en cas d'accidents de travail. Sous la menace d'être expulsées, les saisonniers et saisonnières n'avaient pas le droit au regroupement familial et devaient cacher leurs enfants «dans le placard». En dépit de l'abolition du statut de saisonnier en 2002, cette question n'a pas perdu de son actualité.

Marianne Enckell, *Une petite histoire de l'anarchisme*

Paris, Nada, Lausanne, CIRA, 2023, 128 pages

Dans cette balade en anarchie, Marianne Enckell, historienne et animatrice du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne, nous emmène sur les traces de ce mouvement depuis ses origines jusqu'à nos jours, abordant en particulier son aspect international et sa dimension culturelle.

Bernard Bachelard, Noé Graff, Olivier Parriaux, *Le Vietcong au sommet de Notre-Dame. Les escaladeurs de la cathédrale au tournant de la guerre du Vietnam parlent* Lausanne, Favre, 2023, 144 pages

Les auteurs sont les trois anciens activistes qui déployèrent le drapeau vietcong sur la flèche de Notre-Dame de Paris dans la nuit du 18 janvier 1969, à l'ouverture des négociations sur le Vietnam qui eurent lieu dans la capitale française. Leur coup d'éclat fut d'autant remarqué qu'il fut impossible aux pompiers d'enlever l'étendard sans procéder par hélitreuillage, les barres de fer ancrées dans la paroi de la flèche ayant été sciées à ras. Une opération largement relayée par les médias internationaux.

Bernard Bachelard, professeur de gymnastique, Noé Graff, étudiant en droit, et Olivier Parriaux, étudiant en physique, sont partis de Suisse, montés à Paris en 2CV, ont déployé l'étendard et ont quitté les lieux la nuit même. Ils étaient à l'époque militants engagés et farouchement opposés à la guerre que menaient les États-Unis dans ce pays d'Asie que les puissances occidentales ne voulaient pas céder au communisme.

